



**Politique de protection des
données à caractère personnel**

Pilote de Processus :

DPO

Table des matières

Références	3
Terminologie	3
Abréviation	3
1. Introduction	4
2. Objectifs	4
3. Portée et domaine d'application.....	4
4. Aspects réglementaires.....	4
4.1. Destinataire	4
4.2. Propriétaire.....	4
4.3. Validité.....	5
4.4. Traitement de l'exceptions.....	5
5. Protection des données à caractère personnel	5
5.1. Introduction.....	5
5.2. Données personnelles.....	5
5.3. Délégué de Protection des Données à Caractère Personnel.....	5
5.4. Engagement de la Direction Générale	6
6. Traitement des données à caractère personnel	6
6.1. Catégorie des données personnelles à collecter	7
6.2. Collecte des données à caractère personnel	7
6.3. Sources de Collecte des données à caractère personnel.....	7
6.4. Bases légales de Collecte des données à caractère personnel.....	7
6.5. Finalités des traitements des données à caractère personnel.....	8
6.6. Personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel	8
6.7. Destinataires des données à caractère personnel.....	8
6.8. Communication et transfert des données à caractère personnel	8
6.9. Traitement des données personnelles à des fins de vidéo-surveillance	9
7. Droits des personnes concernées.....	9
7.1. Droit à l'information	9
7.2. Droit d'accès aux données à caractère personnel.....	9
7.3. Droit de rectification des données à caractère personnel	10
7.4. Droit d'opposition	10
7.5. Interdiction de la prospection directe	10
7.6. Durée de conservation des données à caractère personnel	11
8. La sécurité des données à caractère personnel	11
8.1. Confidentialité et sécurité des traitements des données personnelles.....	11
8.2. Gestion des risques liés aux données à caractère personnel	12
8.3. Gestion des violations des données personnelles.....	12
8.4. Procédure d'audit de sécurité	12
9. Mise en vigueur et revue de la politique	12



Références

Les documents de référence de la politique de données à caractère personnel sont les suivants :

- Loi 18-07 du 10 juin 2018, relative à la protection des personnes physique dans le traitement Des données à caractère personnel.
- Politique générale de sécurité de l'information.

Terminologie

Terme	Définition	Référence
Confidentialité	Propriété selon laquelle les informations ne sont pas mises à disposition ou divulguées à des personnes, entités ou processus non autorisés.	ISO 27000 clauses 2.12
Disponibilité	Propriété d'être accessible et utilisable sur demande par une entité autorisée.	ISO 27000 clauses 2.9
Système d'information SI	Ensemble organisé de ressources (matériel, logiciel, personnel, données et procédures) qui permet de regrouper, classer, traiter et diffuser des informations sur un environnement donné.	ISO 27000
Utilisateur SI	Tout utilisateur des ressources du système d'information de l'organisation telles que le réseau, les postes de travail, les applications, etc.	ISO 27000

Abréviation

Abréviation	Définition
DG	Direction Générale ou Directeur Général.
PSI	Politiques de Sécurité de l'Information.
SI	Système d'information.
ANPDP	Autorité Nationale de Protection des Données à caractère Personnel.
Biopharm	Désigne toutes les entités détenues ou contrôlées, directement ou indirectement, à hauteur d'au moins 90 % de leur capital social par Biopharm.

1. Introduction

Dans le cadre de la conformité de l'entreprise BIOPHARM à la Loi 18-07, qui vise à assurer la continuité de la conformité avec la législation en matière de protection des données, il est crucial d'établir une politique de protection des données personnelles, solide et transparente. La présente politique définit les engagements et l'implication de BIOPHARM pour garantir la sécurité et la confidentialité des données personnelles traitées à son niveau ou au niveau des sous-traitants.

Biopharm, en tant que société mère, s'engage à l'application de cette politique et affirme qu'elle est pleinement adoptée par l'ensemble de ses filiales ; Biopharm Distribution, Biopharm Logistic, Human Health Information, Biopure, Biormone, IMPSA et Profam, lesquelles en partagent intégralement les principes et les objectifs.

2. Objectifs

L'objectif principal de cette politique est d'établir les lignes directrices, les orientations et les mesures de sécurité adéquates pour assurer la protection des personnes physiques vis-à-vis du traitement de leurs données à caractère personnel, tout en facilitant la circulation des flux d'informations contenant ces données personnelles.

3. Portée et domaine d'application

La politique de protection des données à caractère personnel, est applicable sur toutes les personnes physiques liées de manière directe ou indirecte à BIOPHARM à savoir les :

- Employés
- Collaborateurs
- Stagiaires
- Fournisseurs
- Sous-traitants
- Partenaires
- Visiteurs
- Clients

4. Aspects réglementaires

4.1. Destinataire

La politique de protection des données à caractère personnel est destinée à l'ensemble du personnel de BIOPHARM et doit être codifiée, classifiée comme document « Interne » et diffusée à l'ensemble des employés de BIOPHARM.

4.2. Propriétaire

Ce document est la propriété de BIOPHARM.



4.3. Validité

La présente politique entre en vigueur dès la date de signature par la Direction Générale de BIOPHARM et doit être revue chaque année ou à chaque changement majeur.

4.4. Traitement de l'exceptions

Tout écart par rapport à la politique de protection des données à caractère personnel doit être remonté et justifié auprès du délégué à la protection des données personnelles de BIOPHARM qui se réserve le droit de le valider ou de le rejeter. La Direction Générale doit être informée de toute exception.

5. Protection des données à caractère personnel

5.1. Introduction

BIOPHARM, dans le cadre de ses activités et conformément à la législation en vigueur en Algérie, doit assurer la protection et la sécurité des données à caractère personnel des employés et collaborateurs, des stagiaires, des fournisseurs, des sous-traitants, partenaires et des visiteurs de BIOPHARM, des clients et doit respecter leurs vies privées.

5.2. Données personnelles

Conformément à l'**article 3 - 1 de la loi 18-07**, toute information, quel qu'en soit son support, concernant une personne identifiée ou identifiable, ci-dessous dénommée « personne concernée », d'une manière directe ou indirecte, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques de son identité physique, physiologique, génétique, biométrique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

5.3. Délégué de protection des données à caractère personnel

Biopharm doit nommer un délégué de protection des données à caractère personnel (DPO) pour assurer la protection des données à caractère personnel. Comme étant un interlocuteur spécialisé dans la protection des données à caractère personnel au sein de BIOPHARM et en relation avec l'Autorité Nationale de Protection des Données Personnelles (ANPDP), le délégué a pour missions de :

- Informer et sensibiliser les directions et les collaborateurs, dont le personnel participant aux opérations de traitement, aux règles à respecter en matière de protection des données à caractère personnel.
- S'assurer que les personnes concernées sont informées des traitements opérés impliquant leurs données personnelles, ainsi que de leurs droits.
- Veiller en toute indépendance au respect des dispositions de la législation algérienne en matière de protection de la vie privée.
- Porter conseil auprès des directions métiers concernées et émettre des avis et recommandations documentées.
- Informer et responsabiliser, alerter si besoin, son chef hiérarchique (responsable de traitement de BIOPHARM), sans délai, de tout risque que les initiatives des opérationnels ou le non-respect de ses recommandations.

- Cartographier les traitements existants au sein de BIOPHARM et s'assurer du degré de conformité de chaque traitement.
- Établir et maintenir une documentation au titre de « l'Accountability » qui désigne l'obligation de BIOPHARM à mettre en œuvre des mécanismes et des procédures internes permettant de démontrer le respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel.
- Interagir avec l'autorité de contrôle ANPDP.

Le délégué est associé aux sujets suivants :

- Documents juridiques de BIOPHARM en relation avec la protection des données à caractère personnel.
- Notification des violations de données à caractère personnel et communication aux personnes concernées.
- Faire office d'interface privilégiée entre le responsable du traitement et l'autorité Nationale « ANPDP ».

5.4. Engagement de la Direction Générale

La Direction Générale de BIOPHARM s'engage activement à se conformer aux exigences légales de protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel applicable en Algérie, notamment à la Loi 18-07 du 10 juin 2018.

Cet engagement est traduit par un soutien fort et en assignant des responsabilités claires aux membres de l'encadrement de BIOPHARM pour les activités de traitement des données à caractère personnel, ceci d'une part, d'autre part ; en désignant un délégué à la protection des données à caractère personnel comme interlocuteur privilégié avec l'autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP). La direction générale de BIOPHARM s'assurera que toutes les ressources nécessaires, qu'elles soient matérielles, humaines ou financières, soient mises à disposition dans le but de se conformer à ladite Loi 18-07, relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel.

6. Traitement des données à caractère personnel

- Une relation entre BIOPHARM et l'Autorité Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel (ANPDP) doit être entretenue.
- BIOPHARM doit s'assurer qu'elle dispose de toutes les autorisations nécessaires auprès de l'ANPDP pour toute opération de traitement des données à caractère personnel.
- BIOPHARM doit s'assurer que le traitement des données à caractère personnel doit se faire dans le cadre du respect de la dignité humaine, de la vie privée et des libertés publiques.
- BIOPHARM doit s'assurer que le traitement des données à caractère personnel, quelle que soit son origine ou sa forme, ne doit pas porter atteinte aux droits des personnes protégés par les lois et les règlements en vigueur, et il est, dans tous les cas, interdit d'utiliser ces données pour porter atteinte aux personnes ou à leur réputation.
- Le traitement des données à caractère personnel ne peut être effectué pour des finalités autres que celles pour lesquelles elles ont été collectées sauf dans les cas suivants :
 - Si la personne concernée a donné son consentement.
 - Si le traitement est nécessaire à la sauvegarde d'un intérêt vital de la personne concernée.

- Si le traitement mis en œuvre est nécessaire à des fins réglementaires ou scientifiques certaines.

– BIOPHARM se réserve de traiter des données à caractère personnel qui concernent, directement ou indirectement, l'origine raciale ou génétique, les convictions religieuses, les opinions politiques, philosophiques ou syndicales.

6.1. Catégorie des données personnelles à collecter

– BIOPHARM doit se limiter aux catégories des données à caractère personnel suivantes :

Catégories de données	Type d'informations
Personnelle	<ul style="list-style-type: none"> - NIN - Nom et prénom - Date de naissance - Lieu de naissance - Situation de famille - Photos - Données biométriques - Adresse du domicile - Adresse mail - Numéro de téléphone - N° de la pièce d'identité/Permis/Passeport
Professionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Fonction - Employeur - Curriculum vitae
Financière	<ul style="list-style-type: none"> - Revenu - Compte bancaire
Sensible	<ul style="list-style-type: none"> - Données de santé

6.2. Collecte des données à caractère personnel

– BIOPHARM ne doit collecter des données à caractère personnel que pour des finalités licites, déterminées et explicites et de manière loyale.

– La collecte de ces données ne s'effectue qu'auprès des personnes concernées directement.

– BIOPHARM s'interdit de collecter des données à caractère personnel à des fins illégitimes ou contraires à l'ordre public ou traiter intentionnellement des données à caractère personnel inexactes, non mises à jour ou qui ne sont pas nécessaires à l'activité de traitement.

6.3. Sources de collecte des données à caractère personnel

La collecte des données à caractère personnel doit s'effectuer auprès de plusieurs sources :

- Collecte directe ou indirect des personnes concernées à travers des saisies numérique et/ou un dossier formel.

6.4. Bases légales de collecte des données à caractère personnel

Les données personnelles collectées font l'objet de traitements, si la personne concernée est consentante ou si le traitement repose sur un fondement légal, juridique ou réglementaire tels que mais pas limité à :

- Loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail.
- Loi n° 04-02 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 fixant les règles applicables aux pratiques commerciales.
- Loi n° 88-07 du 26 janvier 1988 relative à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine du travail.
- Loi n° 08-07 du 23 février 2008 portant loi d'orientation sur la formation et l'enseignement professionnels.
- Loi n° 25-03 du 5 Moharram 1447 correspondant au 1er juillet 2025 modifiant et complétant la loi n° 04-18 du 13 Dhou El Kaâda 1425 correspondant au 25 décembre 2004 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes.

6.5. Finalités des traitements des données à caractère personnel

- BIOPHARM ne doit collecter des données à caractère personnel que pour les finalités suivantes :
- Recrutement ou affectation à un nouveau poste
 - Administration du personnel.
 - Commercialisation des produits de BIOPHARM.
 - Suivi médical du personnel.
 - Formation du personnel.
 - Aptitude à exercer une tâche ou une fonction

6.6. Personnes concernées par le traitement des données à caractère personnel

- BIOPHARM ne doit collecter des données à caractère personnel qu'auprès des personnes physiques suivantes :
- Employés
 - Collaborateurs
 - Stagiaires
 - Clients
 - Mandataires
 - Fournisseurs
 - Prestataires
 - Sous-traitants
 - Partenaires

6.7. Destinataires des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel recueillies par BIOPHARM pourront être communiquées, aux fins de la réalisation des finalités mentionnées ci-dessus, à :

- Toute entité de BIOPHARM dans la limite des données nécessaires pour l'exécution des prestations de service ou tâches sous-traitées, ou pour leur utilisation aux fins d'étude et de gestion des dossiers ainsi qu'à des fins d'études statistiques.
- Des tiers, notamment partenaires et assureurs ainsi que sous-traitants et/ou prestataires, avec lesquels BIOPHARM collabore et dont l'intervention est nécessaire ou utile pour le traitement ou la réalisation des finalités ci-dessus.



- Aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires légalement habilités, à leur requête, dans la mesure nécessaire pour nous conformer à toute loi et réglementation applicable.

6.8. Communication et transfert des données à caractère personnel

- BIOPHARM est interdite de communiquer des données à caractère personnel aux tiers sans l'accord donné par n'importe quel moyen laissant une trace écrite, de la personne concernée sauf si ces données sont nécessaires à l'exercice des missions confiées aux autorités publiques ou à l'exécution des missions dont elles sont investies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Tout transfert des données à caractère personnel **vers un pays étranger** devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de l'ANPDP.
- BIOPHARM ne doit pas donner, remettre ou porter des données à caractère personnel à la connaissance d'une ou de plusieurs personnes autres que les destinataires ou la personne concernée, sous quelque forme que ce soit et par n'importe quel moyen.

6.9. Traitement des données personnelles à des fins de vidéo-surveillance

- BIOPHARM doit respecter le fait que les moyens de vidéo-surveillance ne doivent pas être installés sauf s'ils sont nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, la prévention des incidents de sécurité, la protection des biens ou l'organisation de l'entrée et de la sortie de ces espaces.
- Les enregistrements vidéo au compte de BIOPHARM ne doivent pas être accompagnés d'enregistrements sonores.
- BIOPHARM doit informer d'une manière claire et permanente ses collaborateurs et ses visiteurs de l'existence de moyens de vidéo-surveillance.
- BIOPHARM est interdite de communiquer les enregistrements vidéo collectés à des fins de surveillance sauf dans le cas où la communication s'avère nécessaire pour la constatation, la découverte ou la poursuite d'infractions pénales.
- Conformément aux lois en vigueur, les moyens de surveillance ne peuvent être utilisés que dans les lieux suivants : les lieux de travail collectifs, les lieux ouverts au public et leurs entrées et sorties, les parkings.
- Le choix des emplacements et le nombre des moyens de surveillance est à la charge de la Direction Générale.
- La durée de stockage des données de la vidéo surveillance ne doit pas dépasser 3 mois.

7. Droits des personnes concernées

7.1. Droit à l'information

- BIOPHARM, notamment le responsable de traitement doit préalablement informer de manière expresse la personne concernée de toute collecte de données à caractère personnel.

Au sens de l'article 32 et l'article 33 de la Loi 18-07, toute personne sollicitée, en vue d'une collecte de ses données à caractère personnel, doit être, préalablement, informée de manière expresse et non équivoque par le responsable du traitement ou son représentant, des éléments suivants :

- L'identité du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant ;

- Les finalités du traitement ;
- Toutes informations supplémentaires utiles notamment le destinataire, l'obligation de répondre et ses conséquences ainsi que ses droits et le transfert des données à l'étranger.

7.2. Droit d'accès aux données à caractère personnel

Au sens de l'article 34 de la loi 18-07, on entend par droit d'accès, le droit de la personne concernée de consulter toutes les données à caractère personnel qui la concernent. La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement :

- La confirmation que les données personnelles la concernant sont ou ne sont pas traitées, les finalités du traitement, les catégories de données sur lesquelles il porte et les destinataires ;
- La communication, sous une forme intelligible, de ses données qui font l'objet de traitement, ainsi que de toute information disponible sur l'origine des données.

Le responsable du traitement peut demander à l'autorité nationale des délais de réponse aux demandes d'accès légitimes et peut s'opposer aux demandes manifestement abusives, notamment, par leur nombre et leur caractère répétitif. La charge de la preuve du caractère manifestement abusif de la demande, incombe au responsable du traitement.

– BIOPHARM doit limiter les droits d'accès de la personne concernée aux données à caractère personnel qui lui concerne sauf dans les cas suivants :

- Lorsque le traitement des données à caractère personnel est effectué à des fins commerciales, marketing ou autres et à condition que ces données n'affectent la vie privée de la personne concernée que d'une façon limitée.
- Si le motif recherché par limitation du droit d'accès est la protection de la personne concernée elle-même ou des tiers.

– BIOPHARM ne doit jamais octroyer des accès que suite à une demande d'accès présentée par la personne concernée par écrit ou par n'importe quel moyen laissant une trace écrite. La personne concernée peut demander de la même manière l'obtention de copies des données dans un délai ne dépassant pas un mois à compter de la date de réception ladite demande.

– En cas de litige sur l'exactitude des données à caractère personnel, BIOPHARM doit mentionner l'existence de ce litige jusqu'à ce qu'il y soit statué.

7.3. Droit de rectification des données à caractère personnel

Au sens de l'article 35 de la loi 18-07, la personne concernée a le droit de demander à titre gratuit au responsable du traitement de procéder à l'actualisation, la rectification ou le verrouillage des données personnels dont le traitement n'est pas conforme à la loi 18-07.

- Le responsable du traitement doit répondre à la demande de la personne concernée et est tenu de procéder aux rectifications nécessaires dans un délai de dix (10) jours de sa saisine.
- En cas de refus ou de non réponse dans le délai précité, la personne concernée peut introduire une demande de rectification auprès de l'autorité Nationale (ANPDP), laquelle charge l'un de ses membres à l'effet de mener toutes investigations utiles et faire procéder aux rectifications nécessaires dans les brefs délais et la personne concernée est tenu informée des suites réservées à sa demande.

7.4. Droit d'opposition

L'article 36 de la loi 18-07 donne le droit à la personne concernée de s'opposer pour des motifs légitimes à ce que des données à caractère personnel la concernant fasse l'objet d'un traitement.

7.5. Interdiction de la prospection directe

L'article 37 de la loi 18-07 interdit la prospection directe des personnes physiques par des courriers électroniques ou des moyens employant des technologies de même nature.

- BIOPHARM s'interdit la prospection directe auprès de la personne concernée, sous quelque forme que ce soit, si les coordonnées de la personne physique n'ont pas été collectés d'une manière licite et loyale et que la personne physique n'a pas exprimé son consentement préalable.
- BIOPHARM s'interdit également de dissimuler l'identité de la personne pour le compte de laquelle la communication est émise et de mentionner un objet sans rapport avec le service proposé.

7.6. Durée de conservation des données à caractère personnel

La durée de conservation des données à caractère personnel par BIOPHARM est variable et déterminée par différents critères, dont :

- La finalité pour laquelle BIOPHARM les utilise : BIOPHARM doit conserver les données pendant la période nécessaire à l'accomplissement de la finalité liée au traitement ;
- Les obligations légales : la législation ou la réglementation peut fixer une durée minimale pendant laquelle BIOPHARM doit conserver les données personnelles.

8. La sécurité des données à caractère personnel

8.1. Confidentialité et sécurité des traitements des données personnelles

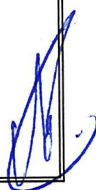
– Au sens des articles 10, 14, 30, 38, 39 et 44 de la Loi 18-07, BIOPHARM doit mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre la perte, la destruction, l'accès non autorisé, la divulgation ou toute autre forme de traitement illicite.

Lorsque des données sont transférées à des tiers ou à des pays étrangers, des garanties appropriées doivent être mises en place pour assurer un niveau de protection équivalent à celui préconisé par la loi 18-07.

– **Chiffrement des données** : Si des données sensibles sont traitées pour des finalités citées ci-dessus, elles doivent être chiffrées lorsqu'elles sont stockées ou en transit. BIOPHARM doit utiliser des mécanismes de chiffrement robustes pour protéger les données sensibles contre les accès non autorisés.

– Lors de la réalisation de tests sur des bases de données ou des fichiers contenant des données à caractère personnel, BIOPHARM doit prendre des mesures de sécurité appropriées pour protéger ces données sensibles. Les exigences suivantes en termes de sécurité de l'information pour de tels tests sont les suivantes :

1. **Anonymisation des données** : Avant de réaliser les tests, les données à caractère personnel doivent être anonymisées ou pseudonymisées pour éviter l'identification des individus concernés. Cela implique la suppression ou la modification des informations d'identification directe, telles que les noms, les adresses, les numéros de sécurité sociale, etc.
2. **Accès restreint** : Limiter l'accès aux données de test uniquement aux personnes autorisées qui ont besoin d'y accéder dans le cadre des tests. Cela peut être réalisé en mettant en place des contrôles d'accès appropriés, tels que des identifiants et des mots de passe uniques, des rôles et des permissions spécifiques, ou en utilisant des environnements de test distincts.



3. **Environnements de test séparés** : Utiliser des environnements de test distincts et isolés pour les tests de base de données contenant des données à caractère personnel. Cela permet de réduire les risques d'accès non autorisé aux données réelles et d'assurer la confidentialité.
4. **Surveillance pendant les tests** : S'assurer de surveiller étroitement les tests sur les bases de données contenant des données à caractère personnel. Cela permet de détecter toute anomalie ou violation potentielle de la sécurité et de prendre des mesures appropriées rapidement.
5. **Suppression des données de test** : Une fois les tests terminés, veillez à supprimer de manière sécurisée toutes les données de test, y compris les copies de sauvegarde ou les données enregistrées dans des environnements de test. Cela garantit que les données sensibles ne sont pas laissées exposées inutilement.

8.2. Gestion des risques liés aux données à caractère personnel

– BIOPHARM doit mettre en place un processus ou une méthodologie de gestion des risques informationnels afin d'intégrer toutes les catégories des données à caractère personnel qu'elle traite. A ce titre, les données à caractère personnel doivent être classifiées pour leur attribuer une valeur adéquate, les gérer en tant qu'actif et aboutir sur une appréciation des risques efficace.

8.3. Gestion des violations des données personnelles

Au sens de l'article 43 de la loi 18-07 — Lorsque le traitement des données à caractère personnel sur les réseaux de communications électroniques ouverts au public, entraîne la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à ces données, le fournisseur de services avertit, sans délai, l'autorité nationale (ANPDP) et la personne concernée lorsque cette violation peut porter atteinte à sa vie privée.

– BIOPHARM doit mettre en œuvre un processus ou une procédure pour la gestion des violations des données personnelles qu'elle traite.

Un processus de gestion des violations des données personnelles est élaboré et mis en œuvre à cet effet.

8.4. Procédure d'audit de sécurité

– BIOPHARM doit mettre en œuvre un processus ou une procédure d'audit de conformité à la loi 18-07. Cette procédure a pour finalité d'évaluer la maturité en termes de conformité et d'analyser les écarts, de détecter les non-conformités et proposer les actions correctives.

9. Mise en vigueur et revue de la politique

La présente politique doit être revue annuellement ou à chaque changement majeur. Elle est mise en vigueur dès sa signature.

Abdelhalim BENMERAD
Directeur Général

